

Les citoyens acteurs de l'aménagement urbain,

Rennes et ses habitants à l'épreuve du budget participatif

RUTAULT Chloë – VA : Aménagements et Politiques Urbaines

Mémoire réalisé en autonomie

Tuteur : Emmanuel MARTINAIS

Les expériences participatives se sont développées en réponse à une crise de la démocratie représentative. Dans ce mouvement, la ville de Rennes a mis en place un budget participatif pour encourager la participation citoyenne dans l'aménagement urbain de la ville. Ce nouveau dispositif questionne l'identité des habitants qui s'engagent dans le budget participatif comme nouveaux acteurs de l'aménagement urbain, mais aussi les étapes qu'ils traversent et comment cette expérience impacte leur rapport à l'engagement et la citoyenneté.



Figure 1 affiche de campagne pour la saison 4 du budget participatif

Cette étude s'intéresse donc, en premier lieu, au profil et aux motivations des habitants qui s'engagent dans le budget participatif. La mairie souhaite par ce dispositif renouer le plus grand nombre de citoyen avec la vie de la cité. Cependant, le budget participatif semble surtout intéresser les classes sociales les plus favorisées. Cela se retrouve aussi

dans la répartition spatiale de la participation à l'échelle de la ville. Le budget participatif ne paraît pas lutter contre la ségrégation citoyenne, il peine à attirer les habitants les plus éloignés de la citoyenneté.

Ce mémoire s'intéresse ensuite au déroulement du dispositif et son impact sur les porteurs de projet. À travers les différentes étapes, ils sont confrontés à des difficultés qui peuvent conduire à des inégalités. Avoir un projet lauréat du budget participatif n'est donc pas accessible à tous. Si les compétences de mise à l'écrit ou numériques peuvent constituer une première barrière, le fossé se

creuse surtout lors de l'étape de campagne où les participants doivent fédérer un réseau de votants pour leur projet. Une distinction entre les porteurs est alors observable à partir du rayonnement spatial de leur projet. Trois échelles, et donc trois porteurs, ne s'adressant pas au même public se distinguent. Les porteurs de proximité sont très ancrés sur un lieu proche de leur quotidien et ne touchent que les votants qui l'utilisent eux-mêmes. Les porteurs de quartier y ajoutent une thématique qui peut intéresser un cercle plus élargi d'habitants. Enfin, les porteurs globaux déposent des projets à l'échelle de la ville ou touchant des lieux qui en sont emblématiques avec, là aussi, une thématique très identifiable. Ces trois échelles mettent en lumière les inégalités de capacité d'agir des porteurs. Les citoyens ordinaires se replient sur la proximité qui est accessible avec un faible réseau. À l'inverse, l'échelle de la ville semble s'adresser à des habitants très engagés et qui s'intéressent à des questions plus transversales que les problèmes urbains quotidiens. Ils sont capables de mobiliser un réseau important de votants à travers leurs activités associatives. À l'intérieur même des participants, une élite de citoyens se crée plus à même de porter des projets de grande envergure et lauréats. C'est donc celle qui aura aussi le plus de visibilité et d'impact sur l'aménagement urbain.

Finalement, l'étude porte sur l'après participation des porteurs de projet. L'étape de réalisation vient après le vote pour les lauréats. C'est aussi celle qui questionne le plus l'*empowerment* réel des citoyens par le budget participatif. Ils sont supposés être intégrés aux agents pour la conception et le suivi. En réalité, le déroulement est plus complexe avec des difficultés à trouver un équilibre entre technique et usage, mais aussi une place pour le citoyen. Malgré, les écueils rencontrés, les participants soutiennent le dispositif et l'idée d'une démocratie plus participative. Mais le budget participatif n'a que peu d'influence sur la trajectoire personnelle des participants. Ils ont, par ailleurs, adapté leur participation au fil des éditions en se regroupant et en déposant moins de projets mais plus construits. Poussée par le comité de suivi, l'évolution des porteurs indique donc une tendance générale vers la professionnalisation et donc potentiellement l'exclusion d'autres citoyens ?